

Ormuz fermé, une aubaine pour les traders

NÉGOCE Le sommet annuel des matières premières s'est tenu cette semaine à Lausanne. Six grandes thématiques, presque toutes liées à la guerre contre l'Iran et au détroit du golfe Persique, marquent le secteur cette année

RICHARD ETIENNE

Il y avait comme un contraste entre le cadre paisible et les sujets sur la table au Beau-Rivage Palace, où s'est tenu cette semaine le 15^e sommet des matières premières du *Financial Times*, le rendez-vous annuel des négociants. Il a surtout été question, dans le cinq étoiles lausannois, du chaos généré par la fermeture du détroit d'Ormuz et des crises, énergétiques et alimentaires, que ce blocage pourrait générer. Un contraste de plus, car c'est durant de telles périodes d'incertitudes que les grands traders font leurs meilleures affaires. *Le Temps* a identifié six tendances qui marquent le secteur actuellement.

■ Le retour des gros profits

Tout indique, premièrement, que les gros profits font leur retour dans le secteur, quatre ans après les bénéfices record engendrés lors de la crise énergétique de 2022. Il y a bien eu quelques difficultés au début du conflit. Des bateaux bloqués ou des mauvais choix chez Vitol ont généré des pertes en mars, mais les gros négociants ont les reins solides.

Six bateaux gérés par Trafigura, par exemple, restent bloqués dans le golfe Persique, mais le négociant genevois supervise une flotte de 375 vaisseaux. Un record qui lui permet de compenser cette situation. En temps de crise, les traders jouent un rôle plus important, car le monde a davantage besoin de leurs services pour accéder au pétrole, au gaz, aux métaux et aux céréales qu'ils revendent. Et ils augmentent leurs marges en conséquence.

Les négociants que *Le Temps* a croisés à Lausanne font tous état d'un bon début d'année. Dans la presse, Bloomberg annonce que Vitol a réalisé un bénéfice net de 2 milliards de dollars au 1^{er} trimestre, un chiffre aligné avec ses gains des dernières années. Le *Financial Times* affirme que TotalEnergies a engrangé 1 milliard de dollars depuis le début du conflit, après avoir acquis à un bon prix et revendu plus cher une grosse quantité de pétrole du Moyen-Orient. Gunvor ainsi que les divisions de négoce de BP et Shell ont fait état de gains importants. Ces dernières années, parmi les traders présents en Suisse, c'est Vitol qui a fait les plus gros bénéfices.

■ Nouvelles pénuries

La fermeture du détroit d'Ormuz engendre des pénuries, dont il est aussi question à Lausanne. D'hydrocarbures surtout, alors qu'avant la crise un cinquième du pétrole et du gaz naturel liquéfié y transitait. Dans un rapport publié lundi, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) indique que l'offre mondiale en pétrole a reculé de 10% en mars – la plus grande baisse depuis la pandémie (230 pétroliers sont bloqués dans le golfe Persique, où plus de 60 infrastructures énergétiques ont été prises pour cible, sans qu'on connaisse l'étendue des dégâts). «C'est la plus grande crise énergétique de l'Histoire», a indiqué mardi son patron, Fatih Birol. Elle serait pire que celles de 1973, 1979 et 2022, selon lui.

L'AIE fait aussi état d'une demande qui s'est étriquée. Ce qui explique pourquoi le baril de Brent ne vaut pas plus de 100 dollars, après pourtant six semaines de blocage dans un axe aussi essentiel pour le pétrole que le détroit d'Ormuz.

Le soufre et l'hélium manquent aussi à l'appel, ce qui a des impacts dans l'agriculture et la production de métaux, comme le cuivre et le nickel, dont le raffinage requiert de l'acide sulfurique. Pour pallier les pertes au Moyen-Orient, la RDC importe

MAIS ENCORE

Une réunion sur la crise énergétique à Berlin

Le choc énergétique secouant l'économie mondiale dans le sillage de la guerre au Moyen-Orient renforce la nécessité d'investir dans des énergies renouvelables pour remplacer les combustibles fossiles, ont affirmé hier les pays hôtes du sommet sur le climat COP31 à l'occasion d'une réunion à Berlin. La crise «nous a montré, une fois de plus, que les combustibles fossiles ne garantissent pas la sécurité de l'approvisionnement énergétique», a dit le ministre turc du Climat et président de la COP31, Murat Kurum. (AFP)



Des tankers de gaz naturel liquéfié dans le détroit de Malacca. Depuis la fermeture d'Ormuz, ce passage est devenu hautement stratégique. (MALAISIE, 15 AVRIL 2026/FAZRY ISMAIL/EPA)

désormais du soufre des Etats-Unis, par le biais de Trafigura.

A ce jour, les pénuries de gaz et de pétrole se font surtout ressentir en Asie, du Sri Lanka aux Philippines, où l'électricité est rationnée et où des mesures d'économies – de la semaine de quatre jours au télétravail – ont été imposées. Mais aussi en Colombie, qui cherche des alternatives au gaz. Des négociants estiment que les carences vont bientôt se faire ressentir en Europe. D'autres rétorquent que, comme en 2022, le Vieux-Continent va «exporter ses pénuries». En d'autres termes, il payera davantage pour ses hydrocarbures, qu'il obtiendra au détriment d'autres régions moins nanties.

«Le monde doit faire un meilleur travail en termes de stockage de matières premières, car les chocs font partie de la nouvelle normalité, estime un négociant. Et s'inspirer de la Chine.» L'Empire du Milieu, doté d'un stockage pétrolier évalué à plus d'un milliard de barils et d'une économie diversifiée, démontrerait sa puissance actuellement, selon lui.

«Si la crise perdure, il y aura un impact pour l'Europe. Il sera plus important pour le diesel et le kérosène, des carburants que les raffineries européennes produisent peu et importent beaucoup du Moyen-Orient», estime auprès du *Temps* Russell Hardy. Le directeur général de Vitol relève que le Royaume-Uni, où se trouve le principal aéroport d'Europe (Heathrow), importe actuellement 40% de son kérosène des Etats-Unis contre 5% avant la crise. L'Europe a des stocks importants de diesel mais peu de kérosène, ce qui pourrait d'autant plus accroître les prix des billets d'avion sur le continent, selon lui.

■ Transition et sécurité énergétique

Etre doté d'une économie moins dépendante des hydrocarbures est un avantage dans de telles circonstances. Comme en 2022 d'ailleurs, la crise accélère la transition énergétique ou fait revenir des énergies

domestiques, comme le charbon, au-devant de la scène. «Cette crise va accélérer la transition énergétique pour des raisons fondamentales de sécurité. Le monde se rend compte que tant qu'on n'a pas atteint un certain stade dans la transition, on est vulnérable. L'Europe est vulnérable», estime Jean-François Lambert, un consultant rencontré à Lausanne, qui estime que le recours au charbon est «temporaire».

Les négociants s'y préparent depuis plusieurs années. Les divisions de négoce de métaux – anciennes chez Trafigura et Glencore – se développent chez leurs concurrents, de Vitol à Mercuria en passant par Gunvor et BGN, ces dernières années. Et celles dédiées au commerce d'électricité grandissent, d'Alpiq à TotalEnergies. Trafigura négocie des électrons en Europe et aux Etats-Unis, et depuis peu au Brésil.

Pour accroître son indépendance, la Chine a fait part, la semaine dernière, de son intention de doubler son utilisation d'énergie non fossile d'ici à 2035. En Europe, Bruxelles doit publier mercredi une feuille de route, en réponse à la crise, pour accélérer l'électrification du continent.

■ La Suisse, toujours attractive

L'attractivité de la Suisse a été mise à mal ces derniers mois, plus pour des questions de sécurité que de fiscalité. Une vague de home-jackings, et une réponse longtemps jugée laxiste des autorités, a en effet suscité l'émoi auprès des négociants, qui vivent largement sur la rive gauche du canton de Genève, particulièrement touchée. Mais depuis l'arrestation d'un gang en France l'an dernier, la situation semble s'être calmée.

Dans une rencontre avec la ministre genevoise Nathalie Fontanet, lundi matin, la direction de Trafigura a davantage discuté du manque de places en crèche que d'insécurité ou de fiscalité. Par le biais de l'association Suisssenégoce, le secteur demande tout de même que la *Feuille d'avis officielle* cesse de publier les noms des acheteurs de villa – nom-

breux parmi les traders –, car cela attirerait l'attention des voleurs.

En attendant, les équipes des principaux négociants à Genève s'étouffent. Celles de Vitol, de Mercuria et de Trafigura sont particulièrement à l'étroit dans leurs bureaux actuels.

■ «Sommet impérialiste»

Le traditionnel contre-sommet des matières premières et la manifestation qui l'accompagne ont attiré plus de monde cette année. Lundi, près de 400 personnes ont défilé dans les rues de Lausanne pour dénoncer «l'impérialisme» incarné par les négociants en matières premières.

Les liens entre Washington et les négociants se sont resserrés depuis le retour au pouvoir de Donald Trump

«Nous ressentons auprès de la population, surtout des jeunes, une envie accrue de comprendre les enjeux géopolitiques. Les gens subissent les effets de la guerre, la hausse des prix de l'essence et de l'électricité depuis la guerre en Ukraine», indique Gabriella Lima, une militante du collectif Stop Pillage, qui organise le contre-sommet. «Nous dénonçons le poids qu'ont pris les multinationales suisses à l'étranger, l'exploitation qu'elles y font d'une main-d'œuvre bon marché et le fait que ces sociétés puissent rapatrier leur profit en Suisse, où elles bénéficient d'une fiscalité au rabais.»

L'organisation demande le démantèlement des géants suisses du trading, l'abolition du «paradis fiscal» helvétique – à commencer par la levée du secret bancaire et des forfaits fiscaux –, ainsi que le droit à l'autodétermination des peuples et celui à disposer de leurs ressources.

Dans une motion parlementaire à Berne déposée en mars, la conseillère nationale Delphine Klopfenstein Broggin (GE/Les Vert-e-s) propose que les négociants en pétrole soient taxés, car leurs profits sont liés à une guerre. Son collègue de parti Raphaël Mahaim estime que l'absence d'une autorité de surveillance sur ce marché génère un déficit de transparence favorable aux opérations douteuses.

■ Bataille sino-américaine autour des matières premières

Impérialiste? Tout indique en tout cas que les liens entre Washington et les négociants se sont resserrés depuis le retour au pouvoir de Donald Trump. Quand ce dernier a fait enlever le président vénézuélien et cherché à maintenir, début janvier, les exportations de brut de ce pays, c'est vers Vitol et Trafigura qu'il s'est tourné. Depuis, ces deux maisons écoulent une grande partie du pétrole vénézuélien. Quant à Mercuria, le groupe participe largement à l'exportation de cuivre et de cobalt congolais outre-Atlantique.

Les Etats-Unis veulent reprendre la main dans les chaînes d'approvisionnement stratégiques, accaparées par la Chine, et ils ont besoin des spécialistes suisses pour cela. Des représentants de Trafigura, Mercuria et Vitol se sont d'ailleurs rendus dans le Bureau ovale, ces derniers mois, dans ce cadre.

Rivaliser avec la Chine? Le chemin sera sinueux. «Aujourd'hui, nous n'avons pas le luxe de pouvoir composer sans la Chine. Si elle décide de restreindre ses exportations, nous devons nous en accommoder», a indiqué Mark Kristoff, le patron de Traxys, un négociant en métaux anglo-saxon, lors d'un panel à Lausanne.

En attendant, la fermeture du détroit d'Ormuz a dopé les exportations de pétrole et de gaz américains – dont les Etats-Unis sont les principaux exportateurs. Et Washington pousse ses entreprises pétrolières, dont les cours boursiers ont eu tendance à s'envoler ces dernières semaines, à produire davantage. ■